

Ezzeddine Ben Hamida



Les microcrédits

Œuvre sociale ou arnaque bancaire ?

Muhammad Yunus, l'apôtre du microcrédit, Prix Nobel de la paix 2006, déplore aujourd'hui les dérives et les pratiques abusives des organismes de microfinance. Au Mexique, la banque Compartamos, la plus importante institution de microcrédit de la zone Amérique, établit des factures avec plus de 80% d'intérêts, de frais divers et de commissions ! Pire encore, au Nigéria, la Lapo (Lift Above Poverty Organization) réclame les mêmes taux usuraires et oblige ses clients à faire de l'épargne forcée : elle prête 100, bloque 20 sur un compte - pour apprendre aux pauvres à épargner, disent-ils - et exige des intérêts sur l'intégralité de la somme¹. Muhammad Yunus dénonce de tels procédés. Pour lui, le taux ne peut dépasser les 15%, en raison de la lourdeur de la gestion des dossiers et du niveau élevé de l'inflation dans ces pays².

La micro-finance a réussi aujourd'hui à s'implanter quasiment dans le monde entier. Nous dénombrons plus de 400 millions de personnes qui en bénéficient ; au total, l'enveloppe allouée avoisine les 90 milliards de dollars, en 2012. Du Bangladesh, pays de notre apôtre, à la Tunisie, des USA à la Chine, ou encore en France. Le monde arabe n'est pas en reste.

En Tunisie, nous sommes en présence de deux principaux organismes de micro-finance. D'une part, Enda inter-arabe, avec de plus de 50 antennes sur l'ensemble du territoire, une ONG internationale installée en Tunisie depuis 1990, dont le premier microcrédit octroyé remonte à 1995³. Et, d'autre part, la Banque tunisienne de solidarité (BTS)⁴, programme gouvernemental, qui compte 288 « associations de développement » qu'elle a elle-même créées. Les mesures prises en 2011 dans le cadre de la nouvelle loi sur la micro-finance visent à encourager de nouveaux acteurs nationaux

et internationaux à ouvrir sur notre territoire ce type d'institution, d'organisme !

Dès lors, certaines questions s'imposent : Quelle est l'ampleur réelle de cette activité de crédit sur notre territoire ? Quels sont les profils des bénéficiaires ? Quels sont les secteurs et les branches d'activité qui ont recours à la micro-finance ? Les taux appliqués par ces banques à l'égard des Tunisiens peuvent-ils être qualifiés d'usuraires ? Nos pauvres artisans et modestes entrepreneurs risquent-ils le sort de leurs homologues mexicains et nigériens ?

Avant de répondre à ces interrogations, il serait opportun, pour la clarté des propos, de présenter les origines, l'ampleur et la réalité de ce phénomène dans le monde, de cette innovation financière qui a caractérisé la fin du 20ème siècle et qui a valu tout de même le Prix Nobel de la paix à son fondateur. Aussi pouvons-nous établir une analyse comparative pour mieux évaluer notre situation et prévoir ainsi les éventuels risques que nous encourrons.

Les prêts aux pauvres : un business en plein boom

► L'idée :

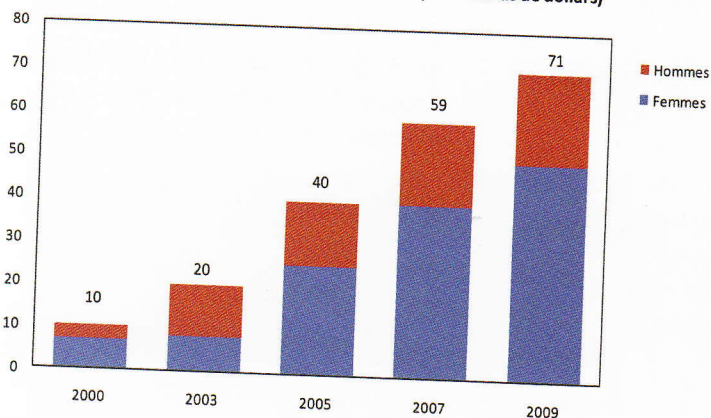
Lors d'une visite à Jobra en 1976, un village dévasté du sud du Bangladesh, Muhammad Yunus a été marqué par la pauvreté et la misère qui frappaient ses concitoyens et l'incapacité des théories économiques à empêcher de tels drames : « Une terrible famine frappait le pays, disait-il, et j'ai été saisi d'un vertige en voyant que toutes les théories que j'enseignais n'empêchaient pas les gens de mourir autour de moi ». Il décide alors, avec un groupe d'étudiants, de prêter, avec son propre argent, des sommes modestes à quelques villageoises pour leur permettre d'acheter des machines à coudre.

Son épargne étant puisée, il décida de se porter garant des crédits négociés auprès d'une banque locale. Il finit par créer son propre programme de microcrédit sous le nom de «Grameen», qui signifie village.

► **Le principe :**

Le microcrédit permet en principe aux plus démunis de sortir de leur condition. Ce levier de création de richesse contribue aussi à créer du lien social, car les demandes de crédit doivent être formulées par groupe, des groupes de cinq dont les membres sont solidaires dans les remboursements.

Répartition des prêts par sexe entre 2000 et 2009 (en milliards de dollars)



► **Le boom du « social business » :**

Ainsi, l'enveloppe des prêts consentis en 2009 par les 1200 organismes mondiaux de microcrédit dépasse les 70 milliards de dollars. Les trois quarts des emprunteurs sont des femmes. Contre l'axiome « on ne prête qu'aux riches », Yunus montre que le capitalisme peut aussi compter sur les pauvres. Sa banque s'est transformée en un petit empire. Aujourd'hui, elle est associée à des multinationales comme Veolia, BASF ou encore Danone. Elle a donc considérablement élargi ses activités.

► **Une réalité difficile voire âcre :**

Nous avons déjà en introduction signalé la face cachée de ces « œuvres sociales » que certains sans scrupule osent qualifier de « finance humaniste ». Au Mexique, la Compartamos établit des factures avec plus de 80% d'intérêts, de frais divers et de commissions ! Au Nigéria, la Lapo Organization pratique les mêmes taux usuraires et oblige ses clients à faire de l'épargne forcée. En Inde, on enregistre des vagues de suicides parmi les clients pauvres de la SKS Microfinance, une très importante institution de microcrédit basée en Andhra Pradha ; en même temps, elle affiche des béné-

fices colossaux qui scandalisent l'opinion publique. Mais hélas, ceci n'a pas empêché la hausse de 42% de sa cotation en Bourse. D'ailleurs, Muhammad Yunus s'en était ému et avait déclaré : « Le microcrédit ne doit pas être présenté comme une opportunité de gagner de l'argent. Cette introduction en Bourse envoie un mauvais message ».

Nous pouvons multiplier les exemples de ce genre pour dénoncer la dérive insupportable de ce type de finance. En somme, l'idéalisme mythique de Muhammad Yunus s'est mué, dans certaines régions du monde, en une tragédie désarçonnante.

Qu'en est-il pour la Tunisie ?

Deux organismes de micro-inance dominent la place : Enda inter-arabe et la Banque tunisienne de solidarité (BTS).

► **Enda inter-arabe :**

Ce que le site affiche ...

Ce sont les travailleurs indépendants vulnérables relevant du secteur informel qui constituent la cible privilégiée de cette institution. Plus de 60% des contractants sont pauvres; leur niveau de vie est inférieur au niveau de vie moyen des Tunisiens⁵. Les femmes représentent 71% de la population bénéficiaire de ces microcrédits.

Au 31 décembre 2013, Enda compte 231 520 clients (ayant un prêt en cours) pour une enveloppe de 169 millions de dinars. Depuis sa création au début des années 90, l'organisme a servi 453 545 clients et 1 465 852 prêts pour un montant total de 1 121 millions de dinars. Le montant moyen des prêts est à peine de 865 dinars - un cache sexe ! -.

Enda cherchait, au milieu de la décennie précédente, à s'orienter vers les zones rurales : les mesures prises en vue d'un meilleur ciblage des secteurs de la production/artisanat et des services ont permis à cette institution de ramener la part du commerce parmi les activités financées à 38% en 2010, contre 69% en 2005. La part des crédits accordés aux activités agricoles et d'élevage a atteint 24% en 2010, contre 3% en 2005, par rapport au total des prêts consentis. Etc.

Enda inter-arabe manifeste un intérêt croissant au segment des « micro-entreprises » informelles, car elle considère que ce segment présente un potentiel important de développement; il est aussi susceptible de générer des emplois. Enda répartit ses clients en deux segments ayant des caractéristiques et des besoins en financement différents :

- Environ 70% des ses bénéficiaires exercent des

Enda inter-arabe
BTS

Statut	Banque privée sous forme d'ONG internationale à but non lucratif régie par la loi n° 93-80 du 26 juillet 1993 relative à l'installation des organisations non gouvernementales en Tunisie.	Banque publique créée par le décret présidentiel du 21 mai 1997
Population cible	<ul style="list-style-type: none"> - Les travailleurs indépendants vulnérables relevant du secteur informel et qui exercent à domicile. - 71% des bénéficiaires sont des femmes. - Une saisonnalité importante et un niveau d'études et d'expérience limité. - 30% des crédits sont accordés à des micro-entrepreneurs masculins. Ils portent sur des activités exercées dans des locaux indépendants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Des jeunes qualifiés; diplômés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle. <p>Les crédits ne sont accordés qu'à des associations de micro-projets (microcrédit) et à des micro-entreprises.</p>
Taux d'intérêt	Entre 25 et 35%	5%
Emprunt moyen	865 dinars	4000 dinars
Risques	<ul style="list-style-type: none"> - Montant des emprunts très faible pour pouvoir générer des valeurs ajoutées conséquente de nature à pérenniser les projets. - 15% d'insolvabilité. - Asservissement des emprunteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Insolvabilité : 10% pour les microprojets et 20% pour les micro-entreprises. - Taux d'intérêt trop faible qui risque de ne pas assurer la pérennité de la banque.

activités génératrices de revenu à domicile. Il s'agit bien évidemment d'activités non déclarées, avec des revenus limités, une saisonnalité importante et un niveau d'études et d'expérience limité.

- Le deuxième segment est constitué principalement de micro-entrepreneurs masculins. Il porte sur des activités exercées dans des locaux indépendants. Le secteur des services représente une part importante. Les revenus générés par ces activités sont plus importants que pour le premier segment.

Ce que le site n'affiche pas !

Les taux d'intérêt, les frais de commissions et les charges liées aux études de dossiers ne figurent nulle part. Lors de l'émission « cartes sur table » sur RTCI

de Anouar Moalla du vendredi 16 mai 2014, Madame Asma Ben Hamida⁶, directrice d'Enda inter-arabe, s'est subtilement bien gardée, malgré l'insistance et l'obstination de l'animateur, de ne donner aucune indication sur les charges financières qu'encourent les clients d'Enda. En revanche, elle a insisté avec beaucoup de professionnalisme et un vrai talent de communication sur le côté positif et l'œuvre sociale de son institution. En fin d'émission, Mme Ben Hamida a fini par reconnaître la crise qui frappe ce secteur en Amérique latine et les dérives de certaines institutions en Asie et en Afrique.

En réalité, les taux pratiqués par Enda dépassent les 25% pour atteindre, dans certains cas, les 35%.

Nous sommes loin donc du seuil de 15% recommandé par Muhammad Yunus. Dès lors, nous nous posons légitimement la question : Sommes-nous en présence d'une nouvelle forme d'asservissement ?

► La Banque tunisienne de solidarité

La BTS est la première banque tunisienne spécialisée dans les microcrédits. Les bénéficiaires sont pour la plupart des jeunes qualifiés, diplômés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle. Elle octroie des prêts sans exiger de garanties réelles ou personnelles. Elle pratique un taux d'intérêt annuel de 5 %, le plus faible du marché. Avec un taux d'inflation qui avoisine les 6%, le taux d'intérêt réel est en fait négatif (- 0,94%) .

Paradoxalement pour une banque, nous pouvons avancer, sans trop nous tromper, que nous sommes effectivement en présence d'une « œuvre sociale » ! Une institution financière, comme toute entreprise d'ailleurs, qui ne réalise pas des bénéfices, est condamnée fatalement à la banqueroute. Evidemment, c'est l'Etat qui assure, par sa fonction régulatrice, les équilibres financiers de la BTS. Mais ce soutien pourrait-il encore durer longtemps ? D'autant plus que l'Etat traverse aujourd'hui une crise sans précédent de financement : les coupes budgétaires et la cure d'amaigrissement (désengagement de l'Etat) pourraient avoir raison de ce type d'organisme !

Dans le cas de la Tunisie, le tableau ci-après résume l'essentiel des caractéristiques de nos deux principales organisations comme le laisse entrevoir le tableau ci-contre

Synthèse

L'œuvre sociale de Muhammed Yunus, qui cherchait à rompre avec l'un des dogmes fondateurs de l'économie selon lequel toute entreprise cherche à maximiser ses profits et à verser le maximum de dividendes à ses actionnaires, s'est avérée dans plusieurs cas un véritable fiasco. Il disait en substance : « Tout le monde espère gagner de l'argent en faisant des affaires. Mais l'homme peut réaliser tellement d'autres choses en faisant des affaires. Pourquoi ne pourrait-on pas se donner des objectifs sociaux, écologiques, humanistes ? » Cet idéalisme utopique n'est pas partagé, hélas, par tous les acteurs du « social business » ◀

¹ Hors-série Capital, mai - juin 2012, dossier spécial « Les 30 plus grands génies de l'économie », P.51

² D'ailleurs, les taux d'intérêt dans les pays en développement, contrairement aux pays occidentaux, sont rarement en dessous de 9% et peuvent atteindre les 13%, en raison de la forte inflation qui frappe ces pays, mais aussi en raison de leur retard sur le plan organisationnel et technologique, sans oublier le manque de diversité de leurs produits financiers.

³ endarabe.org.tn

⁴ tunisieprojet.com

⁵ D'après l'INS, le taux de la pauvreté en Tunisie s'élève en 2010 à 15,5% : un ménage est défini comme pauvre si sa consommation est en-dessous du seuil de la pauvreté fixé à 1277 dinars par an et par individu dans les grandes villes, contre 820 dinars par an et par individu dans le milieu non communal.

⁶ Nous n'avons aucun lien de parenté.

⁷ $[(105/106)100]-100 = 0,94\%$. Concrètement, la somme empruntée aujourd'hui pour un an, à l'échéance, aura perdu près de 1% de son pouvoir d'achat.

L'Economiste

Maghrébin

Suivez toute
l'actualité économique et politique
sur notre journal électronique :

www.leconomistemaghrebin.com